



Liste des 88 recommandations européennes

Économie

- L'UE devrait augmenter les aides afin de promouvoir l'entrepreneuriat, y compris en assouplissant les conditions fiscales des travailleurs indépendants. Cela réduirait la fraude fiscale et renforcerait le capital d'amorçage des travailleurs indépendants.
- L'UE devrait réglementer les marchés financiers (acteurs et produits), surveiller les flux financiers des banques commerciales qui traitent dans l'UE et assurer la stabilité de ces flux. Elle devrait assurer cette régulation via un organe de contrôle financier européen ou en donnant plus de pouvoir à la Banque centrale européenne afin qu'elle exerce cette régulation. Elle devrait introduire des modalités et des conditions communes afin d'assurer la sécurité de l'épargne et la capacité opérationnelle des banques commerciales.
- L'UE devrait soutenir l'augmentation et l'harmonisation de l'imposition sur le revenu qui découle des transactions de capitaux (taxe Tobin) et des gains de productivité (« technologie à valeur ajoutée »).
- L'Union européenne devrait exiger que les aides européennes offertes aux entreprises soient déterminées par la corrélation entre le lieu d'imposition et le lieu de production. Elle devrait tendre vers la transparence fiscale, en évitant le transfert de revenus et en contribuant à la lutte contre les paradis fiscaux.
- L'UE devrait créer des mesures d'incitation afin d'empêcher les entités de production de se rendre dans des pays où les salaires sont plus bas. L'UE devrait sanctionner toutes les entreprises bénéficiaires de subventions de l'UE et d'aides financières qui délocalisent leurs activités hors de l'Union européenne. Cela pourrait être rendu possible en demandant le remboursement des subventions publiques offertes à ces entreprises et en introduisant des taxes pour financer les plans sociaux.
- L'UE devrait renforcer les lois visant à lutter contre les délits d'entreprise, en améliorant la protection des financements externes et en intégrant un code de conduite éthique pour les chefs d'entreprise.
- L'UE devrait essayer de créer un environnement favorable aux entreprises et tenter de réduire les formalités qu'elles doivent remplir, particulièrement pour les PME. Ces mesures pourraient comprendre des marchés publics adéquatement ciblés, un centre de formalités unique, une généralisation de l'administration en ligne, une assistance technique, des services de conseils gratuits, une réduction des taxes (exonération lors de la première année d'activité), l'accès au microcrédit, la promotion des produits régionaux, etc.
- Afin de stimuler la reprise économique, l'UE devrait investir dans les secteurs en pleine croissance tout en évitant que les entreprises privées ne deviennent dépendantes des subventions publiques.
- L'UE devrait mettre en place une base de données commune européenne sur l'offre et la demande des pays tiers.
- L'UE devrait aider les États membres qui s'apprêtent à rentrer dans la zone euro (au moins un an et demi avant la date de leur adhésion) par le biais de campagnes d'information présentant les conséquences de l'introduction de l'euro, l'expérience des autres pays et des informations précises sur le cours des événements lors de l'introduction de l'euro.



Consultations européennes des citoyens

- L'UE devrait assouplir les critères de développement de la zone euro par la détermination de critères plus objectifs. Plus particulièrement en termes de révision du critère de stabilité des prix. Ce dernier ne devrait pas être calculé en fonction des pays de l'UE mais en fonction du taux d'inflation moyen des pays membres de la zone euro.
- L'UE devrait allouer plus de moyens financiers aux régions qui ne disposent que d'une faible infrastructure. Cela leur permettrait de construire un réseau d'autoroutes, de chemins de fer et de voies navigables qui pourraient satisfaire aux besoins économiques actuels et futurs. Elle devrait chercher à comprendre pourquoi certaines régions connaissent une situation défavorable et devrait identifier leur potentiel de développement pour permettre les investissements et la création d'emploi.
- L'UE devrait aboutir à des normes sociales et écologiques minimum dans les accords commerciaux bilatéraux et multilatéraux. Cela renforcerait la compétitivité de l'économie européenne et soutiendrait le développement écologique et social avec les partenaires commerciaux de l'UE. Des marques de qualité soutenant ce développement devraient être introduites et généralisées (par exemple le « commerce équitable »).
- L'UE devrait promouvoir des procédés permettant aux États membres d'investir dans la Recherche et le Développement (R & D). Elle devrait également s'assurer qu'un certain pourcentage du PIB soit investi dans ce secteur. De plus, elle devrait coordonner les recherches réalisées par des entreprises privées. Les organes de coordinations nationaux devraient impliquer tous les acteurs (état, église, ONG, etc.) Dans le même temps, l'UE devrait allouer des fonds pour la recherche et l'innovation de manière plus efficace. Elle devrait mettre en place une recherche conjointe ainsi qu'un programme pour l'innovation avec des domaines de recherches précis. La division du travail entre l'UE et les États membres devrait être plus claire.
- L'UE devrait contribuer à accroître les chances d'obtenir un crédit pour l'achat d'un logement avec un taux d'intérêt plus bas et une période de remboursement plus longue, dans le but de résoudre le problème du logement et de proposer des loyers en dessous de celui du marché aux jeunes gens et aux personnes en difficulté sociale.
- L'UE devrait garantir à chaque citoyen européen un accès rapide et peu onéreux à l'internet en cofinçant le développement d'infrastructure Internet. Un marché compétitif ainsi qu'un tarif maximum pour Internet devraient être établis.
- L'UE devrait s'efforcer de maintenir les traditions nationales. Les réglementations existantes et futures de l'UE devraient respecter et protéger les traditions, par exemple les normes d'hygiène qui imposent une limitation de la production des mets traditionnels. L'UE devrait financer des études de marché et des rapports de pronostic économique qui encourageraient et favoriseraient la production et l'exportation des produits traditionnels. L'UE devrait protéger les produits locaux en finançant le marketing direct.

Emploi

- L'UE devrait ouvrir le marché du travail à tous les citoyens européens afin d'encourager la libre circulation des travailleurs au sein de l'UE. Elle devrait promouvoir l'intégration des travailleurs d'autres pays européens dans le marché du travail de leur pays d'accueil. Cela serait possible via des programmes éducatifs et l'établissement de normes communes pour la qualification professionnelle.



Consultations européennes des citoyens

- L'UE devrait diffuser les informations sur les possibilités d'emploi dans les autres États membres et motiver de façon positive les personnes au chômage, de tout âge, à rechercher un emploi. L'UE devrait identifier les meilleures pratiques utilisées au sein de l'Europe afin de minimiser le chômage pendant les périodes de récession (par exemple l'emploi partagé, la réduction du temps de travail, la retraite anticipée, etc.) Elle devrait mener des enquêtes sur l'emploi, fournir des informations sur l'état du marché de l'emploi, mener des expériences sur les marchés de l'emploi de différents pays et faciliter la coopération entre les centres d'emploi.
- L'UE devrait créer les mêmes conditions de travail et les mêmes règles pour tous les citoyens de l'UE via un Code du travail harmonisé, en adaptant les conditions de travail des salariés ainsi que les droits et les obligations des employeurs. Ce code devrait inclure le droit à des salaires et à des heures de travail décentes. Il devrait également intégrer le principe du salaire égal à travail égal pour les hommes et les femmes ainsi que pour tous les travailleurs des autres États membres de l'UE.
- Les États membres de l'UE devraient introduire, de façon coordonnée, un salaire minimum pour chaque pays, ajusté en fonction du niveau de productivité national et en tenant compte du coût de la vie.
- L'UE devrait imposer un dialogue social européen impliquant les acteurs sociaux économiques afin de définir des accords entre employeurs et salariés au niveau sectoriel ; par exemple, sur les heures de travail, les salaires et les conditions de travail, etc.
- L'UE devrait faire des efforts pour attirer les travailleurs qualifiés des pays tiers (gain de cerveaux), cela l'aiderait à maintenir sa force concurrentielle et sa croissance économique. Cela devrait être réalisé via une politique commune de migration de l'emploi, comprenant un système étendu de la Carte bleue qui est valable dans toute l'UE et qui peut être prolongée après une période de deux ans.

Politique sociale

- La Commission européenne doit proposer une législation pour combattre les inégalités sociales et créer les conditions particulières qui rendraient possible la convergence de l'assurance maladie et de la protection sociale dans tous les États membres. Cela engloberait les salaires et les pensions, et établirait les « paliers » et les « plafonds » des prestations sociales. L'UE devrait créer un organisme de contrôle des politiques sociales des États membres et, au besoin, émettre des recommandations obligatoires à ces derniers afin de s'assurer que l'UE se tourne davantage vers un système social commun.
- L'UE devrait assurer le respect des réglementations antidiscriminatoires, en particulier en ce qui concerne l'égalité des sexes, la discrimination à l'égard des personnes âgées et des individus ayant des besoins particuliers. Tout cela permettrait d'assurer à ces personnes un rôle continu dans la société et sur le marché du travail.
- L'UE devrait accroître la protection sociale des personnes les plus vulnérables de la société et ce, indépendamment de leur âge, pour les personnes âgées par exemple, ainsi que pour les personnes handicapées ou les personnes les plus pauvres de la société, telles que les sans-abri, les chômeurs ou encore pour celles qui ont une personne handicapée à charge. Elle devrait estimer le pourcentage de dépense du PIB à cette fin et imposer aux États membres des objectifs réalisables pour lutter contre la pauvreté. L'UE devrait porter une attention toute particulière à ces mesures pendant les périodes de récession économique.



Consultations européennes des citoyens

- Les institutions de l'UE devraient adopter une législation pour introduire progressivement, mais de façon obligatoire, l'impôt sur le revenu dans tous les États membres afin de réduire les inégalités sociales.
- L'UE devrait réglementer et garantir les pensions d'État afin de s'assurer qu'il n'y ait aucune discrimination entre les jeunes générations et les générations les plus âgées. Elle devrait promouvoir les régimes de pension du secteur privé, garantir les pensions actuelles et les fonds de pension.
- Afin de rajeunir sa population, l'UE devrait encourager les États membres à créer des politiques de solidarité familiale, en aidant par exemple les parents au foyer via des aides financières, en accordant des allocations familiales ou des avantages fiscaux aux familles nombreuses. Les familles monoparentales et les familles nombreuses devraient bénéficier d'attentions particulières.
- L'UE devrait travailler sur un meilleur équilibre entre travail et famille, et ce pour tous. Elle devrait permettre aux parents et aux autres citoyens de s'occuper des enfants, en leur permettant de participer à la vie active des jardins d'enfants aussi bien dans la journée qu'en fin d'après-midi ou dans la nuit, en leur proposant le congé parental et la reconversion. L'UE devrait énoncer des normes minimum sur ces questions.
- L'UE devrait, afin d'encourager le bénévolat dans les États membres, mener des campagnes d'information, faciliter les échanges et financer des campagnes de volontariat. Les jeunes gens devraient faire l'objet d'une attention toute particulière. Cela pourrait passer par le biais d'une Journée d'activités pour les jeunes européens. Il faudrait également encourager les chômeurs à pratiquer le volontariat.
- L'UE devrait s'efforcer d'équilibrer le niveau de vie au sein de l'Union et d'accroître la compréhension entre les différents peuples des États membres avant d'envisager la poursuite de l'élargissement. Elle doit également garantir un cadre durable des relations institutionnelles avec les pays candidats, en favorisant leur intégration progressive et leur adoption du modèle socio-économique européen ainsi qu'en les aidant à se conformer au système judiciaire et aux administrations publiques.
- L'UE devrait s'assurer que tous les États membres disposent d'un statut équivalent et qu'ils ne disposent d'aucune frontière réelle malgré leur emplacement géographique périphérique. Elle devrait faire cela en s'assurant que les taxes sur les voyages soient supprimées / corrigées, en réglementant les voyages vers les États membres isolés afin d'éviter la dépendance à un fournisseur de voyage particulier, et en fournissant une assistance visant à réduire le fardeau, qui résulte des transports supplémentaires et des frais de voyage, des passagers et des marchands.

Santé

- L'UE devrait multiplier ses efforts afin d'aboutir à un système de santé commun, basé sur le savoir-faire des pays dont les systèmes sont les plus efficaces. En partenariat avec les États membres, elle devrait mettre en place une norme commune de base, applicable à tous les citoyens de l'UE, en matière de santé. Une surveillance centralisée des prestations et des normes devrait être créée. Un organisme indépendant devrait être développé et mis en place afin que les qualifications des professionnels de la santé et du système de soins de l'UE soient reconnues.



Consultations européennes des citoyens

- L'UE devrait reconnaître la mobilité d'un patient comme une caractéristique essentielle de la liberté de disposer des services proposés au sein de l'UE. Ainsi, elle devrait mettre en place une sécurité juridique à l'égard de la mobilité des patients, plus particulièrement dans le cas où un service n'est pas proposé dans un État membre ou s'il y a une longue liste d'attente. La Commission européenne devrait constituer une base de données commune : les patients pourraient alors obtenir des informations en ce qui concerne les traitements médicaux dans les autres États membres.
- L'UE devrait encourager les États membres à promouvoir les services de santé afin de prévenir des maladies et de réduire les risques liés à la santé. Des fonds devraient être affectés à l'examen obligatoire de l'ensemble de la population, conformément au principe selon lequel : « la prévention est moins onéreuse que le traitement. » L'UE devrait mettre en place des campagnes de prévention mondiales contre la maladie, plus particulièrement en ce qui concerne le VIH, le diabète, l'obésité et les maladies cardiovasculaires.
- L'UE devrait garantir que les services de santé soient proposés sur une base concurrentielle, y compris par la libéralisation du marché de la santé nationale.
- L'UE devrait établir un cadre réglementaire afin de fixer les cotisations des assurances maladie au plus bas.
- L'UE devrait encourager les échanges entre la médecine classique et la médecine alternative. Elle devrait réglementer les recherches, les échanges de bonnes pratiques et l'enseignement au sein de la médecine alternative. Les traitements des médecines alternatives devraient également être totalement remboursés par les assurances maladie.
- Les 27 États membres devraient être faire partie de la Banque d'organes européenne.

Éducation

- L'UE devrait harmoniser les systèmes professionnels et d'éducation européens en introduisant des critères communs ainsi que des normes aux différents niveaux d'éducation reconnus par tous les États membres. Cela permettrait une mobilité plus aisée des élèves et des étudiants au sein de l'Europe, une uniformisation des procédures d'admissions, des examens et des évaluations.
- L'UE devrait promouvoir davantage la qualité de tous les niveaux d'enseignement. Des normes minimales doivent être établies afin de rendre l'éducation attrayante, abordable, intéressante et de haute qualité. L'accent doit également être mis sur la diversité et l'innovation dans l'éducation. Cela pourrait inclure la lutte contre l'analphabétisme (réduction d'au moins 20 % d'ici à 2020), l'apprentissage précoce d'une langue européenne, l'aide aux jeunes en rupture scolaire, l'amélioration de l'équipement technique dans les écoles et l'échange des meilleures méthodes entre les États membres de l'UE.
- L'UE devrait rendre l'éducation gratuite pour tous et ce jusque 21 ans.
- La religion devrait être enseignée en dehors des écoles publiques.
- L'UE devrait mettre en place des cours qui développeraient l'identité européenne et permettraient une meilleure compréhension de l'UE, de ses États membres et de leurs institutions. Ces mesures devraient inclure des jumelages d'écoles, des fonds destinés à financer des programmes d'échanges, l'enseignement de l'histoire et de la culture de l'UE ainsi qu'une prise de conscience citoyenne et multiculturelle.



Consultations européennes des citoyens

- L'UE devrait encourager les mesures qui facilitent l'accès à l'éducation des enfants, indépendamment de leur statut économique et social, avec une priorité sur les mesures qui visent les enfants des familles défavorisées et des zones rurales.
- L'UE devrait promouvoir l'apprentissage tout au long de la vie, financé par l'allocation d'un pourcentage fixe du PIB. Cela couvre le développement personnel au sens le plus large. Nous voyons cela comme un engagement réciproque (devoir et droit) : celui qui utilise le système social se doit de faire des efforts afin de se développer. Cela pourrait inclure des initiatives concrètes telles qu'un ensemble minimum de mesures par personne ou l'émission de bons d'éducation.
- L'UE devrait faciliter la mobilité de l'emploi et des stages en accord avec les besoins du marché du travail. Cela pourrait se traduire par des aides aux États membres afin qu'ils développent des centres pour la mobilité de l'emploi, pour une orientation professionnelle efficace et pour offrir des possibilités de reconversions et d'apprentissages aux professions dont les compétences sont recherchées. Cela pourrait être facilité par une institution indépendante de l'UE qui coordonnerait l'échange d'expériences, en fournissant des conseils avisés et en délivrant des subventions.

Démocratie

- L'UE devrait accroître la transparence et la responsabilité des hommes politiques et des fonctionnaires. Cela pourrait être réalisé via le développement d'un code de conduite commun pour les fonctionnaires, nécessitant la divulgation des actifs personnels et du casier judiciaire des personnes travaillant dans les institutions européennes et nationales. Cela réduirait l'immunité juridique des dirigeants et introduirait une réglementation sur le lobbying au niveau national et européen. Un Commissaire à l'éthique ou un Médiateur de l'intégrité européenne pourrait être responsable de ces actions.
- L'administration de l'UE devrait être plus efficace et moins bureaucratique. Elle pourrait augmenter le télétravail au sein des institutions de l'UE et utiliser les nouvelles technologies pour le travail préliminaire et les réunions. Elle devrait décider d'un lieu unique pour le Parlement européen et réduire le nombre de parlementaires. Elle devrait aussi prolonger la période de rotation de la présidence du Conseil de l'UE et prendre des mesures telles que la réduction de 50 % des frais de déplacement ou encore la réduction des indemnités journalières des parlementaires, si leur présence au Parlement est inférieure à 75 %.
- L'UE devrait réduire le nombre de règlements et simplifier la totalité des documents. Par exemple, en réécrivant le traité de Lisbonne pour en faire un résumé simple et autonome.
- L'UE devrait faire en sorte que ses décisions politiques soient plus transparentes et compréhensibles pour ses citoyens. Elle devrait renforcer et généraliser le principe d'accès public aux documents officiels. Elle devrait améliorer l'échange d'informations entre les citoyens et les administrations de l'UE (médias, débats), mettre en place une campagne multimédia pour promouvoir « Europe Direct » en tant que portail d'informations de l'UE simple d'accès. Les sites web, les publications, les brochures, etc. devraient délivrer des informations concernant l'UE. Une page web interactive où un panel de journalistes sélectionneraient et traiteraient des sujets qui intéressent les gens devrait être créée.
- L'UE devrait se charger de diffuser des informations claires aux citoyens en ce qui concerne l'utilisation des fonds de l'UE et de l'assistance de l'UE. Cela pourrait comprendre une agence d'audit multinationale externe qui serait en charge du contrôle systématique de



Consultations européennes des citoyens

l'utilisation des fonds de l'UE et de ses impacts durables sur le développement socio-économique au niveau régional. Les organismes de contrôles et les citoyens devraient avoir accès aux résultats, de façon bien structurée, sous forme électronique. Les retards de paiement de fonds devraient être interdits.

- Une séparation claire entre les décisions prises au niveau national et celles prises au niveau de l'UE est nécessaire ; en ce qui concerne par exemple, l'éducation, la politique sociale et le domaine sanitaire, le système judiciaire et la migration. Les décisions qui concernent les orientations importantes au niveau macro (par exemple l'environnement) devraient être prises au niveau de l'UE, tout comme le maintien des contacts avec les organisations internationales et le reste du monde. Les décisions devraient être prises à la majorité des deux tiers. À cette fin, l'UE devrait réviser ces traités et décider d'ici à 2020 si elle sera un état fédéral ou une union d'États nations indépendants
- L'UE devrait encourager une approche ascendante, des débats ouverts et la participation des citoyens pour combler le déficit démocratique et pour prendre des décisions ancrées dans la réalité ; par exemple via les pétitions en ligne, en soumettant des propositions au vote public pour donner aux membres du Parlement des indications, ou encore via les référendum, les réunions publiques, la consultation publique à grande échelle lors d'événements tels que les Consultations européennes des citoyens ou via l'accroissement de l'engagement local des hommes politiques de l'UE, etc.
- Le rôle du Parlement européen devrait être renforcé et le pouvoir de proposer des lois devrait lui être conféré.
- Les Commissaires européens des États membres devraient être élus par le Parlement national ou la population, et le Président de la Commission devrait être élu directement par les Européens.
- L'UE devrait créer un centre / réseau de prévention de la crise européenne afin de coordonner les informations et les actions sur les crises financières et sociales (mise à part militaire) mondiales. Cela créerait des indicateurs quantitatifs et qualitatifs utilisables lors des prises de décision.
- L'UE devrait donner mandat aux États membres d'introduire une carte d'identité européenne obligatoire. Elle présenterait une photo, les données personnelles, la nationalité et contiendrait, sous forme électronique, des données médicales (facultatif) et les empreintes digitales. Le but serait ainsi d'améliorer la sécurité, d'avoir la certitude de l'identité et d'avoir un signe tangible de l'appartenance à la communauté européenne.

Migration et intégration

- L'UE devrait mettre en place une politique d'intégration commune pour les migrants de manière à favoriser la connaissance, la compréhension et la tolérance de chacun. Devraient être obligatoires : des cours de langue gratuits, la promotion des langues étrangères au sein des bureaux du gouvernement et des services sociaux, des lieux de rencontres pour les différentes communautés et l'enseignement de la culture et de la géographie de la région. Parallèlement, l'immigrant doit conserver sa propre identité culturelle.
- L'UE devrait mettre en place une politique commune des réfugiés et harmoniser les critères permettant l'obtention du statut de réfugié. La règle du « pays de premier asile » devrait être abolie.



Consultations européennes des citoyens

- Afin de lutter plus efficacement contre l'immigration illégale, l'UE devrait endosser les responsabilités financières et stratégiques du renforcement des contrôles aux frontières et favoriser le traitement plus rapide des cas et la standardisation du traitement des personnes en transit. L'UE devrait prendre des mesures afin que ses pays frontaliers ne soient pas inondés par un afflux de migrants. Les États membres de l'UE doivent s'assurer que les immigrants illégaux ne trouveront pas d'emploi dans l'économie souterraine.
- L'UE devrait soutenir la création de l'Union pour la Méditerranée afin de favoriser le développement de ses pays et le contrôle de l'immigration.
- L'UE devrait analyser les causes de la migration par le biais d'une politique de développement rigoureusement encadrée et coordonnée (incluant le transfert de connaissances, en accord avec le principe d'aider les gens afin qu'ils puissent s'aider eux-mêmes). Ainsi, elle devrait s'engager à améliorer les moyens de subsistance de ces personnes à travers le monde. Les États membres devraient s'efforcer de corriger l'image parfois trop « rose » que véhicule l'UE dans les pays tiers.
- L'UE devrait s'intéresser aux problèmes économiques et sociaux qui découlent de la fuite des cerveaux des États membres de l'UE. Elle devrait résoudre ce problème en utilisant des mécanismes financiers et normatifs concrets et en mettant en place des instruments encourageant les travailleurs qualifiés à rester dans l'UE.

Énergie et environnement

- L'UE devrait avoir pour objectif de réduire le réchauffement planétaire et de supprimer progressivement l'utilisation des combustibles fossiles en encourageant l'utilisation des énergies renouvelables provenant de l'eau, du soleil, du vent, de l'hydrogène et du recyclage des résidus et des déchets des industries. Les États membres devraient coopérer afin de développer des sources d'énergie sur la base des spécificités nationales et régionales. Cela comprend la décentralisation de la production d'énergie, l'autosuffisance énergétique des régions et communautés ainsi que l'utilisation d'instruments économiques et de mesures d'incitation afin de coordonner les recherches au niveau international.
- L'UE devrait mettre en place des outils d'incitation, tels que des politiques fiscales et des instruments financiers, afin d'encourager les investissements dans des projets visant à améliorer l'efficacité énergétique et les économies d'énergie. La recherche sur l'efficacité énergétique et les technologies qui y sont liées devraient être mieux subventionnées. L'UE devrait renforcer la recherche conjointe, l'information, l'assistance et les sanctions, particulièrement dans les domaines du transport, du logement et de l'agriculture.
- L'UE devrait assurer la sécurité énergétique de tous les États membres via la création d'un réseau d'énergie transeuropéen et la diversification des sources d'énergie et des chaînes d'approvisionnement.
- Les organismes de l'UE devraient promouvoir les énergies nucléaires existantes, en se concentrant sur le renforcement de la sécurité opérationnelle, et dans le même temps, encourager le développement de nouvelles technologies nucléaires et de leurs alternatives, comme par exemple la « fusion nucléaire à chaud » et la « fusion nucléaire à froid », etc.
- L'UE devrait légiférer afin de faciliter l'insertion des fournisseurs d'énergie alternative sur le marché ; par exemple en libéralisant les droits de transmission et en réduisant la durée minimale des contrats. Les producteurs d'énergie locale et décentralisée doivent disposer d'un accès réel au réseau électrique.



Consultations européennes des citoyens

- L'UE devrait mettre en place une politique environnementale pour réduire l'émission de CO₂. Pour ce faire, elle devrait par exemple promouvoir la création et la protection des forêts, surveiller de près l'émission de CO₂, réduire les taxes pour les entreprises qui ne dépassent pas les limites d'émission de CO₂ établies.
- L'UE devrait prendre en considération les conséquences économiques, écologiques et sociales de toutes ses décisions (règlements, directives, consultations, budget) afin de vérifier leur viabilité. Elle devrait répandre les meilleures pratiques, à savoir celles qui soutiennent le développement durable. L'UE devrait accélérer la production viable et durable de biens et de services, y compris au sein de ses propres pratiques d'approvisionnement.
- L'UE doit augmenter les contraventions adressées aux États membres qui ne respectent pas totalement les directives liées à la protection de l'environnement.
- L'UE devrait tendre à créer des infrastructures de transport respectueuses de l'environnement et éviter le transport routier de biens sur une longue distance. Cela serait possible en améliorant les réseaux de chemins de fer et de voies navigables. Toutes les décisions concernant les politiques de transport devraient être prises en tenant compte de l'impact sur l'environnement, à tous les niveaux ; par exemple : TEWI (Total Equivalent Warning Impact, indice permettant de mesurer l'impact des activités humaines sur le réchauffement climatique). Les péages et les droits d'usage en transport doivent inclure des critères environnementaux tels que la pollution de l'air et l'émission sonore.
- En coopération avec les autorités locales et les industries, l'UE devrait encourager l'utilisation des transports publics en les subventionnant, en valorisant la conscience environnementale, en échangeant les meilleures méthodes entre États membres et en offrant aux habitants des zones les plus éloignées la possibilité de profiter des réseaux de transports publics innovants.
- En collaboration avec les autorités régionales et locales, l'UE devrait encourager le comportement responsable en ce qui concerne les déchets. Cela pourrait être réalisé par le biais d'une uniformisation du système de recyclage, de taxes sur les emballages non-consignés, de campagnes d'information, de l'utilisation de déchets pour la production d'énergie et par le biais de politiques attractives incluant des mesures financières.
- L'UE devrait soutenir les entreprises au comportement écologique et réformer les industries polluantes en investissant dans de nouveaux processus de production et de nouvelles technologies propres, particulièrement en développant des systèmes de recyclage pour chaque type d'industrie. L'Union européenne devrait créer un label pour les entreprises qui sont respectueuses de l'environnement. Des sanctions devraient être prévues pour celles qui ne respectent pas les règles environnementales.
- L'UE devrait suggérer aux États membres d'inclure des cours de protection environnementale dans le programme scolaire. Elle devrait présenter des informations claires à l'échelle de l'UE et mettre en place des programmes d'enseignement, en particulier sur l'élimination et le recyclage des déchets, les changements climatiques et l'utilisation de l'énergie. Elle devrait augmenter les fonds consacrés au développement de la conscience environnementale.
- L'UE devrait offrir des expertises et des fonds aux institutions des États membres qui ont en charge des zones naturelles protégées ainsi que la protection de la faune et de la flore d'un site classé au patrimoine.



Sécurité

- L'UE devrait faciliter l'échange d'informations sécurisées qui est nécessaire dans la prévention et l'identification de la criminalité au sein des États membres (par exemple pour le trafic de drogues, le trafic d'êtres humains et la pédophilie). Cela comprendrait l'augmentation du financement des nouvelles technologies et une meilleure utilisation de ces dernières ainsi qu'une meilleure coopération entre les officiers de police.
- L'Union européenne devrait créer un droit pénal européen harmonisé où la même infraction entraînerait la même sanction dans toute l'Union. Elle devrait également uniformiser la protection des victimes. Les codes seront adoptés un à un et à l'unanimité afin de supprimer les normes contradictoires.
- La Commission européenne devrait mettre en place une force de police européenne, supérieure aux forces de police nationale, afin de lutter contre la criminalité transfrontalière (sur le modèle du FBI).
- L'UE devrait faire de l'Europe un lieu plus sûr en défendant ses frontières ainsi que celles de ses États membres. Elle devrait également créer une politique de défense basée sur les intérêts de l'Europe. Les États membres devraient se conformer à cette politique et ne devraient pas servir les intérêts d'autres organisations internationales.

Protection des consommateurs

- L'UE devrait renforcer ses politiques de protection de consommateurs, y compris pour le commerce en ligne. Elle devrait le faire par le biais de mesures telles que les contrôles systématiques des biens alimentaires ou pharmaceutiques ainsi que des produits importés de pays extérieurs à l'UE. Un étiquetage minutieux devrait faciliter la comparaison entre les produits finis et les matières premières. Le processus de plaintes et de suggestions devrait être accéléré. Une agence de contrôle centrale devrait être mise en place afin de pouvoir délivrer des sanctions.
- L'UE devrait appuyer l'égalisation des prix des biens et des services sur le marché et prendre des mesures utiles afin que chaque citoyen puisse avoir accès aux produits de première nécessité. Elle devrait également réglementer la hausse des prix. Des règles qui visent à rendre les prix plus profitables aux consommateurs sont nécessaires pour certains produits (par exemple pour les téléphones portables).

Agriculture

- L'Union européenne devrait restructurer sa politique de subvention agricole et réduire de façon significative le pourcentage de subvention accordé à l'agriculture. Elle devrait contrôler la façon dont les subventions sont utilisées et appuyer la production des biens qui sont demandés. Les producteurs qui abandonnent peu à peu leur activité agricole en raison de la baisse des subventions méritent une aide temporaire, destinée à promouvoir le développement continu des zones rurales.
- L'UE devrait s'assurer que les subventions pour les exploitations agricoles sont les mêmes dans tous les États membres. Les exploitants agricoles devraient avoir accès aux informations et aux conseils dont ils ont besoin et devraient également être impliqués dans la planification et le contrôle des fonds qui leur sont destinés.



Consultations européennes des citoyens

- L'UE devrait s'assurer que l'agriculture n'a aucun effet néfaste sur la santé ou l'environnement et promouvoir l'indépendance alimentaire. Cela passerait par la promotion de pratiques agricoles durables comme l'agriculture biologique, la production de biens alimentaires locaux ainsi que la réduction de l'utilisation d'engrais et de pesticides. Les OGM devraient être interdits sauf à des fins médicales.